

Table des matières

Parti politique Hakalkalit du Prof. Yaron Zelikha en Français.....	2
Petite Biographie du Professeur.....	3
La réforme judiciaire.....	4
L'oppression publique sous les auspices des tribunaux.....	4
Racisme et exclusion. Manque de représentation dans le système judiciaire.....	6
La pire culture de l'exécution des contrats et de l'éthique des paiements en Occident, parrainée par les tribunaux.....	7
Clause dérogatoire - Création d'un mécanisme d'équilibre entre les pouvoirs législatif et judiciaire.....	9
Programme du Parti Hakakalit.....	11
Baisse des prix de l'immobilier en Israel	11
Budget de l'État:	11
Indépendants	12
POLITIQUE FISCALE:	12
Politique de pension.....	13
Sociale.....	14
Education	16
Environnement, durabilité et droits des animaux	17
Prix des denrées alimentaires.....	22
Prix des voitures.....	25
Transports	27
Politique de soutien dans les industries de haute technologie	28
L' integration des ultra-orthodoxes dans l'économie israélienne.....	30
CV Du Prof. YARON ZELIKHA.....	32
Prof. Yaron Zelika CPA – CV	32
Service militaire	32
Etudes.....	32
Expérience académique	32
Expérience professionnelle	34
Membres des conseils d'administration.....	36
Comités et organismes publics.....	36

Parti politique Hakalkalit du Prof.Yaron Zelikha en Francais

Avant-propos

Au cours de la dernière décennie, bien avant la crise du covid-19, notre situation économique et sociale s'est détériorée.

Selon le rapport du contrôleur de l'état de 2017, par rapport a notre pouvoir d'achat, la nourriture, produits et boissons nous coûtent 51% plus cher qu'en Europe.

Les prix des logements ont grimpé en flèche, atteignant un niveau record de 165 salaires moyens par appartement moyen. Plus du double de ce qui est habituel en Occident. Les prix des voitures en Israël sont le double de leurs prix en Occident. Les prix des denrées alimentaires sont 35% plus élevés qu'en Occident.

Cela n'est pas arrivé par hasard. Israël est devenu un paradis pour les monopoles et les financiers et en même temps est devenu un enfer pour les jeunes couples qui cherchent à se construire un avenir. Les monopoles et les grandes entreprises en Israël reçoivent une étreinte aimante de l'establishment, les petites entreprises étouffent. Israël est devenu l'un des pays les moins compétitifs de l'Occident.

Étant donné que la consommation privée en Israël atteint environ 800 milliards de shekels par an, chaque pourcentage de réduction des prix sera égal au public israélien de 8 milliards de Shekels par an. Chaque année. Les mesures économiques urgentes qui doivent être prises dans chaque branche de l'économie se traduiront par la baisse des prix des logements, la baisse des prix des véhicules et du prix de l'entretien des voitures, des prix des denrées alimentaires, des banques, de l'essence et de l'électricité, des communications, des prix de location des centres commerciaux et des taxes foncières des magasins de rue, la modernisation du système d'enseignement supérieur, et plus encore.

Ce sont des changements qui, pour les réaliser, nécessitent un leadership économique fort qui n'hésite pas à affronter les puissants et agit au nom du grand public non protégé. Ce n'est pas facile. Mais c'est possible. Cela exige du courage, de la responsabilité, de l'intégrité et le soutien du public. C'est notre plan, le Parti économique dirigé par le professeur Yaron Zelikha, de tourner une nouvelle page pour l'économie et la société en Israël. Nous croyons qu'il est possible de vivre ici différemment et c'est aussi notre plan.

Petite Biographie du Professeur

Le professeur Yaron Zelika est professeur d'économie et de comptabilité. Au cours des 25 dernières années, il s'est consacré à la recherche et à l'enseignement de l'économie en général et de l'économie israélienne en particulier. En 2003, à l'âge de seulement 33 ans, il a été nommé comptable général au ministère des Finances et a été l'un des cerveaux du plan économique de Benjamin Netanyahu, qui a permis à l'économie israélienne de sortir de son marasme et de se propulser pour les années suivantes.

Au cours de son mandat au ministère des Finances, le professeur Yaron Zelika n'a pas eu peur d'affronter les personnes et les entités les plus puissantes de l'économie israélienne, du Premier ministre de l'époque Ehud Olmert jusqu'aux plus grands monopoles de l'économie et à leurs propriétaires tels que Nochi Dankner, Eliezer Fishman et les frères Ofer. Durant cette période, il a reçu le titre de « Chevalier du gouvernement de qualité ».

Son programme économique, s'il est nommé ministre des finances dans un prochain gouvernement, sera consacré à conduire l'économie israélienne sur la voie de la prospérité et de l'équité envers l'ensemble de la population et non la prospérité économique uniquement pour les secteurs tels que la High Tech.

Le professeur Yaron Zelikha a les connaissances, la capacité et le courage de démanteler le club privilégié des politiciens, des monopoles, des magnats et des groupes de pression et de permettre à la classe moyenne et aux travailleurs indépendants d'atteindre leur plein potentiel.

La reforme judiciaire

La démocratie est importante. La séparation des pouvoirs est importante. L'équilibre entre les autorités est important. Et tout aussi importante est la nécessité nationale **de formuler de larges accords, à la fois pour empêcher la désintégration de la société israélienne et pour éviter une situation dans laquelle chaque nouveau gouvernement change le système dès son élection.** J'appelle donc à la formulation d'un large consensus, à une écoute respectueuse des préoccupations de tous les secteurs de la population et à des solutions qui satisfassent une grande majorité de la population et non une majorité accidentelle obtenue lors d'élections périodiques. Cependant, la formation d'un large consensus ne peut accorder un droit de veto sur la préservation d'un système qui perpétue de nombreux maux. Un système qui découlait, selon les mots de John Stuart Mill, des intérêts de classe et du sentiment de supériorité d'une classe qui, avec tout le respect que je lui dois, croit qu'elle possède tout le pays et que le système juridique est son petit morceau de Dieu. J'aimerais passer en revue ces maux au cours de mes remarques, et ils sont tous liés à la fois à la qualité de la démocratie en Israël et aux énormes écarts socio-économiques qui existent ici. À mon crédit, je critique ces maux depuis de nombreuses années, y compris dans une conférence que j'ai donnée il y a plusieurs années à des dizaines de juges à l'Institut d'orientation des juges. Une conférence qui cherchait à susciter une discussion critique constructive, mais j'en suis malheureusement sorti de justesse et presque défoncé par des blasters. Verbalement, bien sûr

L'oppression publique sous les auspices des tribunaux

La première maladie qui me dérange beaucoup, mais qui ne semble malheureusement pas déranger beaucoup les hauts fonctionnaires du système judiciaire, est **l'exploitation quotidienne des citoyens israéliens par les monopoles, les importateurs exclusifs, les grandes entreprises et les banques, le tout sous les auspices des tribunaux**

Le législateur, pour sa part, a fait son travail correctement. Les lois sur la concurrence en Israël sont très avancées, comme il sied aux pays les plus avancés des pays occidentaux. Cependant, à maintes reprises, les lois sur la concurrence se heurtent à la réalité des tribunaux et sont interprétées de manière à les vider de leur contenu. Les tribunaux en Israël ne sont pas un foyer pour les petits

citoyens ou les petites entreprises. Ils sont **la maison refuge des monopoles, des importateurs exclusifs, des grandes entreprises et des banques**

En effet, l'exécutif n'a pas non plus mis la main à l'assiette et je n'ai jamais caché mes vives critiques à l'égard des pouvoirs exécutifs dans ces domaines, y compris dans cette Assemblée. Cependant, les partisans de la séparation des pouvoirs n'ont jamais crié lorsque les petits citoyens et les petites entreprises n'ont pas obtenu la séparation des pouvoirs devant les tribunaux lorsqu'il s'agit du manque scandaleux de compétitivité qui ronge tout bon terrain ici. Pendant des années, les tribunaux ont soutenu l'inaction du gouvernement et nous ont tous abandonnés à l'antitrust, aux barrières concurrentielles et au vol incessant des consommateurs.

De plus, l'histoire économique montre que le capital dominant est endémique dans les tribunaux, en particulier là où le capitalisme porcine atteint son apogée. Il y a plus d'un siècle, lorsque les législateurs américains ont commencé à promulguer des lois sur la concurrence aux États-Unis, les législateurs ont été choqués de découvrir que les tribunaux américains vidaient les lois et les interprétaient, encore et encore, en faveur des monopoles et contre les consommateurs. À maintes reprises, les législateurs ont dû surmonter les tribunaux et promulguer des lois plus explicites, plus précises et plus complètes. Pendant de nombreuses années, la lutte entre les tribunaux et les législateurs américains s'est poursuivie jusqu'à ce qu'elle soit tranchée sous Franklin D. Roosevelt pendant la Grande Dépression. C'est-à-dire qu'il a fallu une Grande Dépression avant que les tribunaux puissent se rendre compte qu'ils étaient tout simplement déconnectés et qu'ils vivaient dans une bulle de capital gouvernemental.

Pour en revenir à Israël, quelle sorte de démocratie est-ce lorsque les tribunaux unissent leurs forces à ceux du gouvernement qui ferment les yeux sur les injustices concurrentielles ? Quelle démocratie est-ce qu'en dehors du droit de vote à la Knesset, nous n'avons pas le droit de voter au supermarché et que nous ne bénéficions pas d'une protection devant les tribunaux pour le vol de notre liberté économique ? Je suis désolé, messieurs. **Israël n'est pas une démocratie à part entière en ce qui concerne nos vies économiques.** Pour en revenir aux paroles de John Stuart Mill, nous pouvons

nous demander quels sont les intérêts et le statut de la situation actuelle. Certainement pas le peuple d'Israël

Racisme et exclusion. Manque de représentation dans le système judiciaire

La deuxième maladie qui me tient endormie est **le racisme et l'exclusion**. Encore une fois, le législateur a bien fait son travail et a établi une interdiction totale d'exclusion. Il est interdit de discriminer les femmes. Il est interdit de discriminer les Arabes et les ultra-orthodoxes. Il est interdit de discriminer les Espagnols. Tout simplement interdit. La Cour suprême a également contribué à l'amélioration de la loi et de l'égalité et a rendu d'importantes décisions contre l'exclusion et la discrimination. Mais ces principes théoriques ne sont pas appliqués. Les lois sont des lettres vides Israël est le pays où la discrimination à l'égard des femmes, des minorités et des personnes de faible statut socio-économique – coïncidence ou non, dont la plupart sont membres de la population séfarade Mizrahi – est à son apogée et tout cela sous les yeux des gouvernements d'Israël et des tribunaux. Les yeux grands fermés. Bien que le gouvernement ne soit pas moins à blâmer pour cette triste situation, les tribunaux ne peuvent pas se soustraire à leurs responsabilités. Les lois qui ne sont pas appliquées ne sont pas seulement un problème du pouvoir exécutif, mais le pouvoir judiciaire doit également examiner sa contribution à cette grave maladie

Les êtres humains nous jugent à travers leurs attitudes, leurs intérêts et leurs sensibilités. Lorsque la plupart des juges, en particulier les plus âgés, sont d'une seule couleur, ils voient aussi le monde à travers cette couleur et à travers les sensibilités et les intérêts du milieu dont ils sont membres et où ils ont grandi

La nécessité d'une représentation des juges de manière à ce qu'ils représentent toutes les couches de la société israélienne – et non pas à partir d'un milieu fermé qui déterminera des principes moraux découlant des intérêts de classe et du sentiment de supériorité de cette classe – est une nécessité qui sous-tend la démocratie. Il n'y a pas de démocratie sans elle, et il n'y a pas d'effort pour réduire les écarts socio-économiques sans elle. Et j'ai le regret de dire que même à ce niveau, il n'y a actuellement pas de démocratie complète en Israël

Cependant, je n'appuie pas le mécanisme actuellement proposé dans le projet de loi proposé par le président du comité, MK Rotman, selon lequel le gouvernement prendra le contrôle complet de la nomination des juges. **Je crois qu'il n'y a pas de place pour un monopole ou une majorité absolue du gouvernement sur la nomination des juges, et qu'il y a place pour un mécanisme plus équilibré qui donne une large place aux points de vue de l'opposition, des avocats, des universitaires et, bien sûr, des juges eux-mêmes.** Cependant, j'appuie la modification du système actuel, qui, pendant des décennies, n'a pas réussi à produire un personnel judiciaire qui représente tous les secteurs de notre population et de notre économie

[,La pire culture de l'exécution des contrats et de l'éthique des paiements en Occident parrainée par les tribunaux](#)

La troisième maladie est le monde des contrats et de l'application des contrats, des obligations et de l'éthique de paiement. Dans ce cas aussi, un travail sacré a été accompli dans la construction d'une magnifique entreprise de droit des contrats. À la fois par des universitaires de haut niveau, dirigés par mon amie et collègue, le professeur Gabriella Shalev, et par des personnalités juridiques à travers les âges, dirigées par l'ancien président Aharon Barak. Établissement de luxe Malheureusement, il ne s'agit que d'une entreprise théorique, à moins que vous ne soyez un capitaliste ou une grande entreprise. Cependant, la réalité montre **que sous les auspices des tribunaux, la pire culture d'application des contrats en Occident a pris racine en Israël**

.Je suis désolé, mais Israël est un paradis pour les fraudeurs et les manquements aux engagements Les contrats sont une recommandation non contraignante. Une personne qui viole un contrat en Israël sait que si elle est poursuivie en justice, ses chances de sortir de la violation de son obligation ne sont pas négligeables, et dans le pire des cas, elle ne sera tenue de se conformer au contrat sans amende significative, et même cela après sept ans. Alors que dans la plupart des cas, il n'est parvenu qu'à un compromis selon lequel il ne doit payer qu'une partie de sa dette et a même souvent obtenu des droits. C'est dans le cas où le débiteur a même pris la peine d'aller au tribunal et n'a pas fait de compromis même avant pour ne pas passer par la Via Dolorosa de l'exécution d'un contrat en Israël

Et le gouvernement ne met pas la main sur l'assiette. Il traite, sous les auspices des tribunaux, les derniers délinquants. Les petits citoyens et les petites entreprises ont longtemps voté avec leurs pieds et s'abstiennent d'aller devant les tribunaux, sauf faute de choix. Quel genre de démocratie fonctionnelle est-ce lorsqu'elle n'offre pas un recours adéquat à une personne pour faire respecter son contrat dans un délai approprié et avec succès ? Et à qui sert-elle cette situation si ce n'est aux ? grands et aux forts

La corruption publique sous l'égide de conseillers juridiques

La quatrième maladie est **la corruption publique. Le niveau de corruption en Israël est très élevé et nous sommes incapables de le vaincre.** Par exemple, lorsque j'ai pris mes fonctions de comptable général, j'ai constaté que la plupart des engagements gouvernementaux étaient assortis d'exemptions d'appels d'offres. Des dizaines et des centaines de dispenses d'appels d'offres illégaux signées par tous les conseillers juridiques. Pour la plupart, les soutiens ont été répartis de manière inégale et sur mesure. Transferts illégaux vers des autorités locales proches du gouvernement. Et une foule d'autres borbiers de bishin, **le tout sous les auspices des conseillers .juridiques des différents ministères du gouvernement**

De plus, j'ai dû lutter presque tout seul contre des dizaines d'actes de corruption. Je n'ai pas reçu le titre de Chevalier de la qualité du gouvernement ou la Médaille exemplaire de la corruption du Mouvement du courage pour mon discours depuis le président, mais pour avoir risqué ma vie dans ,la pratique en luttant contre les tranchées de la corruption. Et maintenant, **dans des dizaines de cas j'ai trouvé les conseillers juridiques fermant les yeux et fuyant la bataille au mieux ou au pire .servant les corrompus**

Quiconque pense que les conseillers juridiques des ministères sont indépendants devrait y réfléchir à deux fois. Je ne blâme personne, Dieu nous en préserve. Les bonnes personnes sont partout et une personne n'est pas jugée tant qu'elle n'est pas à sa place. Mais le système est si difficile, stressant et complexe que la plupart, sinon la totalité, d'entre eux ne parviennent pas à rester indépendants et libres Dans leur chagrin, ils sont forcés de se retrouver avec seulement un costume. Déguisement . d'une nomination professionnelle et indépendante. Cependant, les principes de bonne gouvernance

d'entreprise m'ont appris qu'un costume est toujours nuisible. **Peut-être serait-il préférable pour eux de servir ouvertement en tant que postes de confiance et de ne pas induire le public en erreur comme s'ils servaient le public de manière professionnelle et indépendante.** Colorer leurs positions comme des positions de confiance peut également apprendre aux tribunaux à cesser automatiquement de soutenir leurs positions soi-disant indépendantes. Il est temps d'enlever les .masques qui se cachent derrière le système judiciaire interne du gouvernement

Clause dérogatoire - Création d'un mécanisme d'équilibre entre les pouvoirs législatif et judiciaire

En ce qui concerne la clause dérogatoire, la séparation des pouvoirs exige également un équilibre entre les pouvoirs. Surtout lorsque le pouvoir législatif est sous le contrôle du pouvoir exécutif dans un régime de coalition. Cependant, **la situation actuelle dans laquelle un pouvoir judiciaire non élu peut annuler une loi de la Knesset sans que la Knesset puisse surmonter la décision dans n'importe quelles conditions est déraisonnable à mon avis.** Je propose que la Cour suprême ne puisse annuler une loi de la Knesset que par une composition complète et par une majorité qui sera à un pourcentage supérieur à la majorité dans laquelle la loi a été promulguée à la Knesset. En d'autres termes, la Knesset sera en mesure de réadopter la loi, par une majorité d'au moins 61 partisans, et par une majorité qui sera à un pourcentage supérieur à la majorité dans laquelle la loi a été invalidée par la Cour suprême et reviendra à la cour avec une majorité plus large jusqu'à ce que le processus soit décidé. De cette façon, nous veillerons à ce que les **lois ne soient pas invalidées par une majorité accidentelle à la Cour suprême, tout en permettant aux pouvoirs législatif et judiciaire de surmonter les positions de l'autre par une majorité plus large**

Pour éviter toute ambiguïté, et à la lumière de ce que j'ai dit ci-dessus, je m'oppose fermement au projet de loi du député Rotman qui annule complètement l'implication des tribunaux dans les actions législatives et gouvernementales. À mon avis, la possibilité mutuelle donnée à chaque .autorité de vaincre l'autre par une majorité plus large est suffisante

Pour conclure avec un grand arbre. Le grand historien romain Tite-Live a mis en garde contre les médicaments que le patient ne pouvait pas supporter et qui seraient tout aussi graves que la maladie. Je réitère mon appel à tous pour essayer de formuler un large consensus sur une réforme qui entraînera certes un changement fondamental dans le système judiciaire et apportera une solution aux maux et aux déficiences qui le caractérisent, mais qui ne créera pas une division dangereuse entre les peuples et des conflits fratricides qui seront pires que le mal.

Programme du Parti Hakakalit

Baisse des prix de l'immobilier en Israel

Au cours de la dernière décennie, bien avant la crise du covid-19, notre situation économique et sociale s'est détériorée. Les programmes de « TVA zéro » et de « prix d'acheteur » et d'autres programmes qui ont été mis en œuvre, non seulement n'ont pas baissé les prix des logements, mais leurs prix ont grimpé en flèche et ont récemment atteint un niveau record de 160 salaires moyens par appartement moyen, soit plus du double de la norme en Occident et 4,5 fois plus élevé qu'aux États-Unis.

En baissant la TVA et en réduisant considérablement les impôts, qui seront financés principalement par l'annulation des subventions et des avantages fiscaux pour les magnats et les grandes entreprises.

Budget de l'État:

La mauvaise gestion de l'économie israélienne commence par une gestion politique et non professionnelle du budget de l'État.

Voici les mesures urgentes requises dans le budget de l'État:

Annulation immédiate des ministères inutiles, qui ont été ouverts pour des raisons politiques plutôt que de fond.

Cessation immédiate du soutien aux monopoles sous couvert de soutien aux produits du pays.

Transfert de projets d'infrastructure coûteux de la gestion exclusive d'entreprises d'État encombrantes et défaillantes à une gestion conjointe efficace avec le secteur privé.

Nommer une société de contrôle externe pour examiner toutes les nombreuses dérogations à l'obligation d'appel d'offres qui augmentent le coût des marchés publics et violent le principe d'égalité.

Indépendants

Les petites entreprises ont besoin d'une aide spécifique urgente, mais ce qui peut les aider le plus, c'est une guerre totale contre les monopoles et les groupes de pression, et l'encouragement des petites entreprises.

C'est la voie de la prospérité et de la croissance économique!

Voici le plan du Parti économique dirigé par le professeur Yaron Zelika pour les travailleurs indépendants:

Réduction immédiate de la TVA à 15%

Réduction progressive de la charge fiscale de 10 %

Réduire les impôts fonciers pour les petites entreprises

Un filet de sécurité économique pour les travailleurs indépendants similaire aux salariés

Fonds de crédit pour les petites entreprises de femmes, d'ultra-orthodoxes et d'Arabes

Réduire la réglementation inutile pour les petites entreprises

Télécharger des subventions de démarrage pour les entreprises qui se sont effondrées pendant la guerre.

Réduction des frais bancaires et des frais pour les petites entreprises

POLITIQUE FISCALE:

Réduire la TVA dès la première année de 17% aujourd'hui à 15% et dans les cinq ans à 12%.

La structure du système fiscal en Israël sanctifie une série d'avantages fiscaux pour les grandes entreprises au détriment d'une imposition excessive sur les salaires, la consommation et les petites entreprises. Voici les mesures urgentes requises en matière de politique fiscale :

Réduire la TVA dès la première année de 17% aujourd'hui à 15% et dans les cinq ans à 12%.

Établissement d'un impôt marginal maximal sur le revenu (y compris la sécurité sociale et l'impôt sur la santé) au taux de 40%

Éliminer d'innombrables avantages fiscaux accordés aux plus grandes entreprises.

Détermination de l'impôt pondéré sur les sociétés (y compris l'impôt sur les dividendes) à un taux cumulé de 40 % au lieu de 50 % actuellement.

Les petites entreprises ont besoin d'une aide spécifique urgente, mais ce qui peut les aider le plus, c'est une guerre totale contre les monopoles et les groupes de pression, et l'encouragement des petites entreprises.

C'est la voie de la prospérité et de la croissance économique!

Voici le plan du Parti économique dirigé par le professeur Yaron Zelika pour les travailleurs indépendants:

Réduction immédiate de la TVA à 15%

Réduction progressive de la charge fiscale de 10 %

Réduire les impôts fonciers pour les petites entreprises

Un filet de sécurité économique pour les travailleurs indépendants similaire aux salariés

Fonds de crédit pour les petites entreprises de femmes, d'ultra-orthodoxes et d'Arabes

Réduire la réglementation inutile pour les petites entreprises

Télécharger des subventions de démarrage pour les entreprises qui se sont effondrées pendant le coronavirus

Réduction des frais bancaires et des frais pour les petites entreprises

Politique de pension

Une faible croissance entraîne des taux d'intérêt bas et un double impact négatif sur les retraites : d'une part, une faible croissance nuit à la croissance des salaires et, par conséquent, aux cotisations de retraite. D'autre part, le faible taux d'intérêt nuit au principal canal d'investissement des fonds de pension : les obligations d'État. Il y a 12 ans, les comptes de retraite sur leurs investissements en obligations d'État affichaient des rendements annuels de 4 % en termes réels.

Depuis lors, le rendement est tombé à seulement 1%. C'est une menace importante pour toute une génération qui se retrouvera sans sources d'existence pour sa vieillesse.

Voici les mesures urgentes requises dans le domaine des retraites et que le Parti économique dirigé par le professeur Yaron Zelikha s'efforcera de promouvoir:

Le retour d'une croissance rapide grâce à la gamme de mesures détaillées dans ce document afin que le taux d'intérêt à long terme revienne à ses niveaux historiques.

Le retour des banques à la concurrence sur le marché des retraites afin de faire baisser les frais de gestion.

Déterminer la taille maximale de la part de marché sur le marché des régimes de retraite lorsque chaque entité qui s'y présente sera obligée de vendre sa participation excédentaire afin de maintenir la tension concurrentielle.

Parce que vous pouvez vivre ici différemment

Sociale

21% de la population israélienne vit en dessous du seuil de pauvreté, avant même les conséquences de la crise du covid-19. 30% des enfants en Israël vivent en dessous du seuil de pauvreté et 17% des personnes âgées vivent en dessous du seuil de pauvreté.

Ce sont les taux de pauvreté les plus élevés en Occident. Et ces indicateurs ne reflètent pas la situation réelle, pire, parce qu'ils dépendent du revenu médian nominal dans chaque pays, Sans faire correspondre les données aux écarts importants de pouvoir d'achat et au fait que le revenu médian en Israël est en premier lieu l'un des plus bas de l'Occident. Dans un pays où les taux de pauvreté sont aussi élevés, on s'attendrait à un système de protection sociale capable de faire face aux difficultés. Ce n'est pas le cas en Israël. Le système de protection sociale israélien est en grande détresse et sous-fonctionnel et a besoin d'urgence d'une série de réformes fondamentales.

Le Parti économique, dirigé par le professeur Yaron Zelikha, estime qu'il est possible de vivre ici différemment et agira de toute urgence pour faire avancer les questions suivantes:

Prestations d'invalidité – La réforme des prestations d'invalidité (dirigée par une équipe professionnelle dirigée par moi en 2017) et la rédaction d'un livre moderne sur le handicap sont nécessaires, au lieu du livre de 1956 sur les déficiences qui nuit gravement aux handicapés cognitifs et mentaux.

Personnes handicapées

Le souci et la responsabilité de la qualité de vie et du bien-être des personnes handicapées et de – leur intégration dans la société sont une obligation morale, morale et sociale, découlant du caractère démocratique et juif de l'État d'Israël. Sur la base des recommandations du Comité d'examen des pensions d'invalidité, dirigé par le professeur Yaron Zelicha, nous agissons pour mettre en œuvre les : recommandations suivantes

Augmentation immédiate de la pension d'invalidité à 4300 shekels. Doubler l'aide au loyer pour les personnes handicapées, qui passe de 770 shekels par mois aujourd'hui à environ 1 500 shekels par .mois

L'inclusion des personnes handicapées à plus de 75 % parmi toutes les personnes ayant droit à un logement social et l'intégration des personnes handicapées dans la file d'attente d'un logement .social

Nous travaillerons à achever la réforme des prestations d'invalidité (dirigée par une équipe professionnelle dirigée par le professeur Yaron Zelicha en 2017) et à écrire un livre moderne sur les handicaps, au lieu du livre de 1956 sur les handicaps qui nuit gravement aux handicapés cognitifs et .mentaux

Allocations de vieillesse – l'allocation de 4 milliards de Shekels sur quatre ans, afin d'augmenter de 1 000 NIS par personne les pensions de vieillesse pour les personnes âgées, qui existent uniquement à partir des prestations de l'assurance nationale.

Logements sociaux : 60 000 familles de logements sociaux qui vivent depuis des décennies dans des logements qui ne sont pas transférés à leur propriété doivent être libérées du piège de la pauvreté. Il est préférable de transférer les appartements à leurs propriétaires réels et de leur permettre de transformer la propriété d'une valeur de dizaines de milliards qui passera à leur propriété pour empêcher l'amélioration du bien-être des familles et la motivation de leur activité économique.

Nouvelles normes dans les services sociaux – les services sociaux locaux et les services de santé mentale sont sur le point de s'effondrer. Les difficultés découlant de l'absence d'installations

doivent être résolues d'urgence.

Améliorer les salaires – pour les travailleurs sociaux et psychologiques qui sont à l'avant-garde de la lutte contre la pauvreté et les difficultés.

Un programme national d'éducation financière et numérique - des personnes âgées pour accroître leur capacité à faire face à leur situation économique et à la détresse de beaucoup d'entre elles.

Education

Il ne fait aucun doute qu'il existe un lien clair et sans ambiguïté entre l'éducation et le bien-être économique et le bien-être mental. En dehors d'un câlin chaleureux, d'un environnement favorable et de la foi en leur avenir, rien ne peut garantir le bien-être de nos enfants plus que l'éducation. En Israël, nous nous sommes habitués à l'existence d'une situation paradoxale : une forte augmentation du budget de l'éducation se traduit par un nombre record d'heures d'enseignement par rapport à la plupart des pays occidentaux.

Les performances des étudiants israéliens ne font que se détériorer dans les indices de comparaison internationaux. La crise du covid-19 a porté le système éducatif à un nouveau creux. Le système n'a pas fourni un niveau raisonnable d'apprentissage en ligne. Cela contraste avec de nombreux établissements d'enseignement supérieur, qui ont investi cet été dans l'élaboration de nouveaux plans de cours, l'amélioration de la technologie et un système hybride d'apprentissage en ligne, parallèlement à des études en personne dans de petites capsules.

Corriger la situation doit commencer par le grand paradoxe de notre système éducatif: c'est un système qui fournit de nombreuses heures d'étude, 2200 heures de plus que les systèmes éducatifs en Europe, alors que malheureusement une grande partie des étudiants étudient dans des classes de 30-40 enfants. Les résultats en conséquence. Le Parti économique, dirigé par le professeur Yaron Zelikha, estime qu'il est possible de vivre ici différemment. Voici les mesures urgentes requises dans le domaine de l'éducation :

Réduire le nombre d'heures d'enseignement - et en même temps réduire le nombre de classes à 18 enfants comme dans les pays occidentaux révisés.

Démanteler la supervision lourde et inefficace et le siège du Ministère de l'éducation et accorder une large autonomie aux directeurs d'école tout en améliorant leurs salaires d'une manière qui

corresponde à leurs responsabilités. Et d'autre part, la flexibilité de la possibilité de révoquer les gestionnaires qui n'ont pas réussi à leurs postes.

Enseignement supérieur – un examen approfondi des budgets et des normes alloués par le Conseil de l'enseignement supérieur (CHE) aux établissements universitaires afin d'élargir les facultés dans des matières requises telles que l'ingénierie, la technologie et la médecine.

Réforme de la petite enfance et création de centres de la petite enfance, création et subvention de garderies, renforcement des mouvements de jeunesse et des organisations de jeunesse, réforme de l'enseignement des sciences et des technologies, budgétisation différentielle du système éducatif pour promouvoir l'égalité des chances dans l'éducation.

Environnement, durabilité et droits des animaux

La crise climatique est une menace pour notre coexistence.

Et il est déjà là.

Nous assistons déjà à ses phénomènes - la fonte des glaciers, d'énormes incendies jamais vus auparavant et des températures extrêmes.

Il existe un large consensus parmi les scientifiques sur le fait que le temps d'agir et de corriger est compté et que nous devons agir et corriger au cours de la prochaine décennie, sinon nous atteindrons des points de non-retour.

Le Parti économique, dirigé par le professeur Yaron Zelika, partage les prévisions alarmantes et estime que nous devons agir maintenant. Nous devons déclarer une urgence climatique, prendre une série d'actions immédiates dans les domaines de l'énergie et du recyclage, et transférer les industries polluantes vers de nouvelles énergies. Si nous ne le faisons pas, la crise climatique nous entraînera dans une catastrophe économique beaucoup plus grave que la catastrophe visible.

La nouvelle économie ne pourra pas compter longtemps sur les géants polluants et les anciens carburants. Bien qu'Israël soit un petit acteur sur le terrain international, nous avons nous aussi l'obligation d'agir, du moins au Moyen-Orient. Parce que la nature et l'environnement n'ont pas de limites. Par conséquent, nous devons travailler avec nos voisins l'Égypte et la Jordanie et avec d'autres pays voisins afin que notre région, qui connaît actuellement des changements météorologiques extrêmes, fasse partie de la même politique mondiale.

Voici les mesures urgentes requises dans le domaine de la protection de l'environnement et de la durabilité:

D'ici 2050, l'objectif d'énergie renouvelable pour Israël sera de 50% d'ici 2030 et de 100% d'énergie renouvelable d'ici 2050

L'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre pour Israël sera de 30% d'ici 2030 et de 100% (0 émissions de gaz à effet de serre)

Nous travaillerons à la création d'un fonds pour l'avancement des questions climatiques en Israël d'un montant de 10 milliards de shekels sur le budget de l'État, afin de préparer l'État d'Israël au changement climatique et de promouvoir les questions environnementales et de durabilité.

Nous approuverons le Plan national de préparation et de réponse aux événements de pollution par les hydrocarbures) et veillerons à ce que l'État d'Israël soit prêt à faire face à une catastrophe de fuite d'un pétrolier ou à faire face à une catastrophe sur une plate-forme de forage en Mer Méditerranée.

Nous exigerons que les conditions de seuil pour approuver le transport des carburants via **l'oléoduc EAPC (Katsa) d'Eilat à Ashkelon** soient un examen de l'état et de l'intégrité du pipeline par une société internationale spécialisée dans le sujet et sa rénovation et sa mise à niveau si nécessaire, de sorte que l'état de l'oléoduc avant le transfert du pétrole à travers celui-ci assurera zéro défaillance de fuite.

Nous examinerons le nouveau projet du pipeline Katsa (EAPC) avec tous les risques environnementaux encourus. S'il s'avère que le risque de fuite n'est pas faible, nous travaillerons pour arrêter le projet.

Réhabilitation de la mer Morte : Le Parti économique empêchera l'extension de la concession pour l'extraction des minéraux de la mer Morte, lorsqu'elle expirera en 2030. En outre, le parti promouvra de vastes mesures de reconstruction de la mer Morte et du Jourdain, après la fin de la concession.

Nous veillerons à ce que le port d'Eilat et le port d'Ashdod soient préparés et équipés de manière optimale pour l'absorption de l'huile des navires à Eilat et son transfert aux navires à Ashdod, de manière sûre et avec des procédures de travail et des systèmes de contrôle qui garantiront zéro dysfonctionnement.

Une loi sera promulguée qui imposera des amendes de grosses sommes aux entreprises qui sont négligentes dans leur travail et causent de grands dommages et de la pollution en mer et sur terre. La récupération de la baie de Haïfa et **la fermeture des raffineries de la baie de Haïfa** – Nous adopterons, agirons et mettrons en œuvre le rapport Mackenzie concernant le port de Haïfa et les raffineries de la baie de Haïfa.

Nous déclarerons des réserves naturelles marines dans les zones de la mer où des valeurs naturelles uniques doivent être préservées sous tous les angles.

Pollution du trafic maritime : Le Parti économique exigera d'appliquer les réglementations qui obligent les navires entrant dans les eaux territoriales de l'État d'Israël à n'utiliser que du fioul à faible teneur en soufre (0,5%), gaz liquéfié ou à propulsion électrique. De lourdes amendes seront imposées à ceux qui enfreignent ces règlements.

Nous travaillerons à approfondir et à développer l'activité de recyclage et à augmenter considérablement le pourcentage de **déchets recyclés** et l'utilisation de matières premières produites dans le recyclage.

Pollution de l'air dans l'espace ouvert : Le Parti économique promouvra la mise en place d'un système d'alerte publique lors des pics de pollution, en fonction des écarts par rapport aux valeurs environnementales et aux valeurs d'alerte dans tous les polluants atmosphériques pour lesquels ces valeurs existent en Israël. Ces écarts seront automatiquement diffusés sur les médias et les canaux de médias sociaux des ministères concernés.

Nous travaillerons à la transition vers l'utilisation généralisée des véhicules électriques en général et des transports publics en particulier.

Nous travaillerons au financement et à l'incitation des programmes qui favorisent une planification biaisée des **transports en commun et du cyclisme** et qui réduisent l'utilisation des véhicules privés.

Pollution de l'air dans les bâtiments – Le Parti économique promouvra une législation exigeant une surveillance de la qualité de l'air à l'intérieur des bâtiments publics et privés de plus de 20 personnes, y compris les usines, les universités, les collèges, les centres commerciaux, les écoles, les jardins d'enfants, les crèches, les centres de formation professionnelle, les cinémas, les clubs, etc. Le coût sera supporté par l'autorité responsable et/ou le propriétaire de l'entreprise.

Nous travaillerons à adopter les principes de la **construction écologique**, de la gestion efficace et optimale avec l'égalité distributive des ressources naturelles du pays.

Déchets - Nous travaillerons à réduire les déchets. Nous ferons la promotion d'une législation qui réduit les déchets. Nous travaillerons à trier les déchets à la source. Nous favoriserons une économie circulaire. Nous favoriserons le recyclage en encourageant et en établissant des usines locales. Ce qui ne peut pas être réduit et recyclé – sera transféré à la récupération d'énergie. Nous travaillerons pour que le ministère de la Protection de l'environnement, qui agit actuellement en tant que régulateur passif, devienne un ministère exécutif.

Arrêt des expéditions d'animaux vivants – Nous soutiendrons l'approbation du projet de loi pour l'arrêt progressif des expéditions en direct vers Israël jusqu'à ce qu'elles soient complètement arrêtées après 3 ans.

Nous soutiendrons et agirons pour transférer les pouvoirs d'application de la loi sur la protection des animaux au ministère de la Protection de l'environnement.

Enfermer les poulets dans des cages exigües – Nous travaillerons à réformer l'industrie des poulaillers et à passer à des poulaillers sans cage.

Nous nous efforcerons d'interdire la chasse et d'interdire la chasse illégale.

Nous nous efforcerons d'imposer des sanctions importantes aux agresseurs d'animaux.

Nous nous efforcerons d'introduire les questions environnementales et de durabilité en tant que matière obligatoire dans le programme d'études du système éducatif, en mettant l'accent sur les questions climatiques et l'éducation pour un traitement équitable des animaux.

Santé

La politique économique irresponsable menée en Israël au cours de la dernière décennie a brisé la croissance par habitant. L'absence de budget a conduit à une famine systématique et continue du système de santé et à une politique de complaisance et de promiscuité. Alors que dans les pays de l'OCDE, la part des dépenses nationales de santé est passée à 8,8 % du PIB (et même à 9 % dans l'UE), Israël a été laissé loin derrière avec un taux de seulement 7,3 %.

Il se trouve qu'Israël s'est retrouvé au début de la crise du coronavirus tout comme il s'est retrouvé au début de la guerre du Kippour : non préparé, surpris, avec des hôpitaux vides, épuisé et peu d'équipes médicales. Ils sont condamnés à endurer et à soigner leurs patients à tout prix, dans le contexte de l'échec continu de la gestion du ministère de la Santé et de la gestion amateur de la crise au niveau national. Comme lors de la guerre du Kippour, ce fut la belle heure des combattants vêtus de vêtements verts et blancs. Tous les employés du système de santé en Israël, des directeurs

d'hôpitaux au dernier des brancards, se sont joints à l'énorme effort. Grâce à sa débrouillardise, à son improvisation, à ses risques personnels et à son travail sans fin, les équipes de santé d'Israël l'ont sauvée du désastre.

Mais que se passera-t-il demain ? Toutes les déficiences chroniques du système de santé sont toujours là, et de nouveaux défis s'y sont ajoutés. Il y a une pénurie folle de milliers d'infirmières et d'infirmières, ainsi que de milliers de médecins. La réforme de la santé mentale, lancée en 2015, a été bloquée et érodée en raison d'un manque de budgets. Les malades mentaux, comme les travailleurs en santé mentale qui s'occupent d'eux, reçoivent toujours le budget et le traitement réservés aux citoyens de seconde classe.

En raison d'une gestion médiocre et à courte vue au fil des ans, pas assez de jeunes médecins israéliens ont été formés pour remplacer l'ancienne génération de médecins de famille qui ont pris leur retraite ces dernières années. C'est ainsi que nous avons atteint une pénurie de médecins pour la première fois depuis la création de l'État d'Israël. Nous manquons non seulement de médecins: le système de santé souffre d'une pénurie de milliers de lits d'hôpital et il y a clairement des files d'attente déraisonnables pour les spécialistes et les tests complexes. Israël dispose d'un personnel médical et d'un système de santé publique qui sont parmi les meilleurs au monde, rien de moins. Il n'y a aucune raison pour que nous ne soyons pas des leaders dans le monde, littéralement, en termes de morbidité et de mortalité. Le système de santé cherche désespérément non seulement de l'argent supplémentaire, mais aussi une gestion intelligente et professionnelle tournée vers l'avenir. C'est possible, vous pouvez vivre ici différemment. Nous, le Parti économique dirigé par le professeur Yaron Zelika, le ferons également.

Voici les étapes urgentes requises dans le domaine de la médecine:

Lutter contre les maladies nosocomiales.

Une augmentation significative des normes des médecins et des infirmières dans le système de santé, en mettant l'accent sur le personnel subalterne – médecins, médecins et personnel infirmier qui sont submergés par le fardeau du travail. Nous ajouterons des normes pour les jeunes médecins afin d'alléger le lourd fardeau qui leur est imposé.

Nous travaillerons à améliorer les salaires des stagiaires et des stagiaires qui portent le fardeau de la santé publique.

Augmenter les dépenses nationales de santé à 8 % du PIB, avec une véritable égalité pour les services de santé mentale. Comme la population israélienne est plus jeune que la population européenne, 8% de notre PIB par habitant équivaut à 9% des pays marchands. L'augmentation à 8% du PIB d'Israël se fera progressivement, à partir de la deuxième année.

Rémunération équitable, complète et rapide du gouvernement aux fonds de santé et aux hôpitaux pour les services médicaux qu'ils fournissent au public.

La construction de deux nouveaux hôpitaux, l'ouverture d'une nouvelle faculté de médecine et une augmentation spectaculaire du nombre d'étudiants en médecine et d'étudiants en soins infirmiers en Israël.

Établir des indicateurs de service acceptables pour la prise de rendez-vous et la réalisation de tests – des indicateurs de qualité qui seront contraignants pour les HMO (kupot cholim) et l'ensemble du système. Augmenter le panier de médicaments pour les besoins de la population, établir et renforcer les centres d'urgence et les salles d'urgence de première ligne dans la périphérie, renforcer la médecine préventive et la médecine communautaire, rendre les subventions aux stagiaires qui travailleront dans la périphérie, la disponibilité et l'accessibilité égales des services médicaux dans la périphérie.

Prix des denrées alimentaires

Le coût d'un panier alimentaire domestique en Israël par mois est d'environ 3 000 shekels en moyenne. Environ 17 % des dépenses familiales sont consacrées à la nourriture. Plus une famille est pauvre, plus son taux relatif de dépenses alimentaires est élevé.

Les Israéliens paient un prix scandaleux pour la nourriture qu'ils apportent à leurs enfants. Notre panier alimentaire est 51% plus cher que les prix moyens en Occident.

Depuis les manifestations sociales de 2011, le gouvernement a appris à dénoncer des prix des denrées alimentaires, mais n'a fondamentalement rien fait pour les baisser. Pourquoi ? Parce que le gouvernement préfère continuer à embrasser les monopoles dans ce domaine vital du marché alimentaire. Seul le parti économique sous l'autorité du professeur Yaron Zelika se battra et agira pour faire baisser les prix des denrées alimentaires, car il est possible de vivre ici différemment.

Voici les mesures urgentes requises dans le domaine des prix alimentaires :

Réduire la TVA – La TVA en Israël ne devrait pas être de 17% mais de 12% au maximum. Lorsque le gouvernement mène des politiques économiques qui soutiennent la croissance, les consommateurs gagnent deux fois. D'abord, leurs salaires augmentent, puis le gouvernement peut financer une réduction de la TVA.

L'abolition complète de tous les droits de douane sur les denrées alimentaires et de tous les contingents d'importation qui ne permettent pas aux petits importateurs agiles de concurrencer les monopoles sur leurs prix.

Démanteler le monopole du gaz et imposer une supervision sur les prix du gaz qui permettra de réduire les prix de l'électricité de quinze pour cent et les prix de l'eau de sept pour cent. Depuis 2010, les gouvernements Netanyahu ont acheté notre gaz, qui a en fait été distribué gratuitement dans le dos du public, au double du prix de ce qu'il aurait dû être, soit, le coût légal du coût plus un profit raisonnable. L'électricité et l'eau sont des intrants importants dans les coûts de production des aliments. Non moins important – si les cinq plus grands monopoles du secteur alimentaire montrent que le gouvernement n'a pas peur de démanteler le monopole du gaz et d'imposer un contrôle des prix au plus grand monopole en Israël – ils comprendront le message.

Déclaration des monopoles et application – déclaration de tous les importateurs exclusifs de l'économie, et en particulier des produits alimentaires et pharmaceutiques et des cosmétiques, en tant que monopoles. De cette façon, nous leur appliquerons la loi sur la concurrence économique, qui impose une responsabilité pénale à un monopole qui exerce des barrières concurrentielles illégales.

Promulguer la loi qui interdit aux monopoles de facturer des prix exorbitants. La loi existe, mais l'Autorité de la concurrence ne l'applique pas. Un cabinet de conseil économique international, indépendant des facteurs de capita

ux locaux, devrait être nommé pour vérifier les prix de tous les produits alimentaires en Israël. En cas de prix excessifs, une réclamation sera déposée et les fonds seront retournés aux consommateurs. Dirigé par Prof. Yaron Zelika

Abolir le système de planification et de concentration inutile dans le secteur agricole. Dans ce cadre, les conseils de production anachroniques qui limitent la production et la concurrence dans l'industrie, y compris des produits laitiers, des poulaillers et plus encore, seront abolis. L'exemption agricole, qui est un type de cartel autorisé aux agriculteurs, sera également abolie.

La réforme de la Cacherout est une question très importante dans un État juif. Mais cela provoque également une augmentation dramatique et totalement inutile des prix des denrées alimentaires. La cacherout est trop importante pour que nous puissions également y accorder un monopole. La cacheroute doit être privatisée. Exclure le gouvernement pour ses intérêts politiques de fournir la cacheroute et permettre à tout rabbin qui a été ordonné rabbin de fournir des services de cacheroute. La concurrence dans les services de cacheroute réduira l'un des coûts élevés de la production alimentaire en Israël. Le gouvernement surveillera et punira les personnes négligentes.

Réduire le phénomène des fusions : Au fil des ans, le gouvernement a autorisé les fusions qui ont réduit la concurrence. Des fusions majeures comme Strauss et Elite des années 1990, Coca-Cola et Tara ou encore Shufersal et Club Market depuis le début des années 2000. Au cours des dernières années, les fusions se sont concentrées sur les acquisitions de petits fabricants. Quoiqu'il en soit, les fusions réduisent encore le peu de concurrence restante. Toute fusion produit des dommages pendant de nombreuses années. Les approbations de fusion devraient cesser.

Recours collectifs – L'ancienne ministre de la Justice, Ayelet Shaked, a considérablement augmenté les frais pour les recours collectifs. Ainsi, il a bloqué l'un des canaux les plus importants dans la lutte contre les monopoles et l'antitrust. Cette restriction doit être levée immédiatement. Le gouvernement ne devrait pas protéger les monopoles du public, mais le public des monopoles.

Prix des voitures

Les prix des voitures en Israël sont les plus chers en Occident. En 2011, à la suite des manifestations sociales, le professeur Yaron Zelika a été nommé par le ministre des Transports de l'époque et l'actuel ministre des Finances, Israel Katz, à la tête d'un comité public chargé d'examiner le marché des véhicules. Le rôle du comité était d'expliquer pourquoi le marché automobile israélien est si peu compétitif et si cher, et de suggérer ce qui peut être fait pour remédier à cette situation, qui affecte presque toutes les familles en Israël.

Au début de 2012, le comité dirigé par le professeur Zelika a soumis des recommandations de grande portée. Si le gouvernement les mettait en œuvre, ils permettraient au public israélien d'économiser trois milliards de shekels par an. Une somme énorme qui va des mains du public au club milliardaire des importateurs de voitures. Israël Katz et Benjamin Netanyahu, qui ont commandé le rapport, ont enterré la plupart de ses recommandations. Les protestations sociales s'étaient estompées entre-temps, et les politiciens ont cessé d'avoir peur des manifestants et sont retournés au service des riches.

Les quelques recommandations mises en œuvre ont permis d'économiser des centaines de millions de shekels par an. Les magnats de l'automobile qui ont été horrifiés par la nomination de la commission sont revenus s'enrichir à nos frais. Il n'est pas superflu de mentionner que ceux qui ont fortement soutenu l'enterrement des recommandations étaient honteusement l'administration fiscale et le Département du budget du ministère des Finances. Ils affirment qu'il n'y a pas de problème sur le marché automobile israélien. Le Parti économique, dirigé par le professeur Yaron Zelika, s'emploiera à faire baisser les prix des véhicules. Parce que vous pouvez vivre ici différemment.

Voici les mesures urgentes requises dans le domaine des prix des véhicules:

Diviser les concessionnaires en importations exclusives: Tout comme les sociétés de cartes de crédit ont été séparées des banques, elles devraient être divisées entre les concessionnaires pour l'importation exclusive de véhicules. Il n'y a aucune raison pour qu'un importateur exclusif de Mazda soit également le seul importateur de Ford. Importateur exclusif – ne sera pas en mesure d'obtenir l'exclusivité sur une autre agence. Tout comme partout dans le monde, Mazda est en

concurrence avec Ford, il en sera de même en Israël. De cette façon, nous gagnerons cinq ou six autres nouveaux concurrents.

Un importateur exclusif est un monopole - les importateurs exclusifs doivent être déclarés monopoles. De cette façon, nous leur appliquerons la loi sur la concurrence économique, qui impose une responsabilité pénale à un monopole qui crée des barrières concurrentielles illégales. Nous libérerons les importations correspondantes de la terreur des importateurs exclusifs. Interdiction de la propriété croisée – Les importateurs de voitures ne peuvent pas non plus être propriétaires des garages. Lorsque les garages appartiennent aux importateurs de voitures, ils nous vendent des pièces de rechange coûteuses au lieu de pièces de rechange concurrentes et bon marché. Les écarts sont de plusieurs dizaines de pour cent. Il est important de comprendre qu'à partir du moment où nous avons acheté une voiture chez un certain concessionnaire et que la plupart des garages autorisés à manipuler le modèle appartiennent à l'importateur - cela devient un monopole et nous devenons un client captif. Dirigé par Prof. Yaron Zelika

Restriction des différences de prix entre un acheteur privé et des sociétés de crédit-bail – Une partie importante du marché des véhicules est vendue à des sociétés de crédit-bail. Ceux-ci nous louent les voitures pendant trois ans et les vendent ensuite sur le marché de l'occasion. C'est ainsi que les sociétés de leasing se retrouvent comme un gros client des magnats de l'automobile, qui ont un intérêt car le prix des véhicules ne baissera pas. Pourquoi? Parce que si les prix des voitures baissent, les sociétés de leasing perdront lorsqu'elles vendront les voitures sur le marché de l'occasion trois ans plus tard. En fait, la plupart des bénéfices des sociétés de leasing sont dus à leur capacité à acheter à un rabais considérable les voitures neuves et à les vendre sans rabais après trois ans. En cours de route, ils incitent indirectement les magnats de l'automobile à ne pas baisser les prix, sinon ils choisiront d'acheter auprès d'un autre importateur. La façon de faire face au phénomène qui crée un obstacle concurrentiel est d'interdire aux magnats de l'automobile de vendre les véhicules au public dans un écart de prix qui dépasse un nombre limité de pour cent à l'avance et entre le prix pour les gros clients et le prix à la consommation. En termes simples: si les importateurs de voitures accordent des rabais importants aux gros clients, ils seront également tenus d'accorder des rabais au grand public. Tout.

Modification des lois fiscales – Selon la loi existante, un employé qui reçoit un véhicule de société est considéré comme ayant reçu un revenu supplémentaire d'une valeur de 5,2% de la valeur d'un

véhicule neuf. Cela s'applique même si le véhicule a vieilli et même si l'entreprise a acheté un véhicule d'occasion en premier lieu. Ainsi, le marché des entreprises est incité à n'acheter que des véhicules neufs et à les remplacer après une courte période. Mais ce n'est pas nécessaire autre que d'augmenter la demande qui sert les intérêts des magnats de l'automobile. Qui change de voiture privée tous les trois ans ? Qu'est-ce qui ne va pas tous les cinq ans ? Qu'y a-t-il de mal à acheter une voiture d'occasion ? Le montant du revenu imposable devrait être fixé à 5,2 % de la valeur du véhicule réduit chaque année, ce qui devrait inciter au remplacement fréquent et inutile des voitures et même encourager l'achat de véhicules d'occasion.

Transports

Selon des estimations basées sur des indices internationaux, l'écart dans les investissements dans les infrastructures de transport en Israël s'élève à plusieurs centaines de milliards de shekels, et il n'y a aucun Israélien qui ne ressente pas ces écarts tous les jours. Nous sommes devenus l'un des pays les plus surpeuplés, surpeuplés et congestionnés du monde occidental, d'une manière qui nuit considérablement à la qualité de notre vie.

L'investissement requis dans les infrastructures de transport comprend la connexion de toutes les villes d'Israël avec des lignes de transport pratiques, des systèmes de transport en commun dans les volumes urbains, un système routier avancé, des réformes dans les processus de planification et des changements structurels dans les ports maritimes et aériens.

Pour atteindre ces objectifs, il n'y a pas d'échappatoire à la création d'un cabinet chargé d'améliorer les transports, dirigé par le ministre des Finances, du point de vue de la planification globale. Les décisions conjointes des ministères et des autorités compétentes ne seront promues rapidement, résolument et efficacement que si les procédures de planification nécessaires se rejoignent en un seul endroit et sous une seule responsabilité l'allocation nécessaire des ressources.

En outre, à la lumière de l'échec systémique du ministère des Transports au cours des dernières années, comme indiqué dans le rapport du contrôleur de l'État (2019), une vaste réforme devrait être instituée dans la capacité du ministère des Transports à organiser, planifier et exécuter afin de

mettre en œuvre les normes commerciales au plus haut niveau. Tout d'abord, il est nécessaire de se retirer du transfert inutile de budgets à des entreprises publiques défaillantes et du retour de la décentralisation des grands projets d'infrastructure aux appels d'offres de franchise en coopération avec le secteur privé (T.O.B et I.F.P.), sous la réglementation et la supervision des entreprises gouvernementales mais pas sous leur mise en exécution.

Promotion des transports publics. Encourager le transport partagé, encourager la mise en œuvre de technologies de mobilité intelligente, une guerre déterminée contre les accidents de la route, renforcer et renforcer les lignes de transport public, en mettant l'accent sur les zones périphériques.

Seul le Parti économique, dirigé par le professeur Yaron Zelika, travaillera à promouvoir la réforme des transports en Israël, car ils doivent vivre ici différemment.

Politique de soutien dans les industries de haute technologie

L'industrie israélienne de haute technologie est à l'avant-garde de l'économie israélienne et est responsable de la plupart de nos exportations. La haute technologie est la base sur laquelle se construisent les relations commerciales et d'investissement avec le monde en général, avec nos voisins proches et avec ceux avec qui nous avons récemment signé des accords de paix.

Le maintien de la supériorité technologique est un fondement extrêmement important pour la position d'Israël dans le monde, notre position au Moyen-Orient et le maintien de la sécurité et des avantages économiques. La haute technologie est complémentaire aux ressources naturelles qui nous manquent.

Bien que les entreprises de haute technologie opérant en Israël aient acquis une position de leader dans le monde par elles-mêmes, il existe encore des domaines dans lesquels l'implication du gouvernement est nécessaire pour soutenir leur croissance continue. Dans ce contexte, il convient de noter que la haute technologie israélienne emploie actuellement environ 10% de tous les employés de l'économie et souffre toujours d'une grave pénurie de main-d'œuvre technologique. Selon les estimations, il y a environ 20 000 postes vacants qui attendent les travailleurs de la technologie.

Le gouvernement, à travers ses différentes branches, s'efforce d'augmenter ses ressources humaines technologiques, mais cela ne suffit pas. Un plan stratégique national est nécessaire pour accroître l'offre de travailleurs technologiques. Tous les ministères et organismes gouvernementaux seront impliqués dans le programme, contrairement à la réalité existante selon laquelle les luttes politiques et de prestige entre le ministère des Finances et les ministères du Travail et de l'Économie restent dans les roues.

L'une des solutions importantes à la pénurie de travailleurs de haute technologie est l'intégration des populations et des secteurs dont la part actuelle dans l'industrie de la haute technologie est nettement inférieure à leur part dans la population, y compris les femmes, les ultra-orthodoxes, les Arabes et les adultes ayant peu d'expérience mais pertinente, qui ont besoin de formation et de recyclage professionnel. Dans le même temps, le Parti économique, dirigé par le professeur Yaron Zelika, travaillera au développement du capital humain dans la périphérie tout en construisant des programmes d'aide pour les jeunes hommes et femmes de la périphérie afin qu'ils puissent financer une éducation académique de haute qualité pertinente pour la haute technologie. En outre, nous nous efforcerons d'élargir l'accès à l'enseignement supérieur pertinent pour la haute technologie, même pour les jeunes hommes et femmes qui ne répondent pas aux conditions d'admission aux études de haute technologie dans le milieu universitaire.

Afin d'augmenter la part des étudiants de haute technologie dans la périphérie, nous travaillerons à accroître l'exposition et l'engagement des jeunes de la périphérie dans les sciences, la technologie et l'entrepreneuriat technologique. Cela se fait dans le cadre d'activités académiques parallèlement à l'éducation formelle et informelle.

En outre, nous travaillerons à augmenter la part des enfants de la périphérie dans les systèmes technologiques d'élite de l'armée, grâce à des programmes de formation spéciaux. Le service dans les systèmes technologiques militaires fournira un tremplin social et économique important ainsi que des connaissances et une expérience essentielles sur la voie de l'intégration dans l'industrie de haute technologie en général et de la création de startups technologiques dans la périphérie en particulier.

Une autre étape qui contribuera à l'expansion de l'activité de haute technologie est la transition des ministères vers des services entièrement numériques. Nous avons parcouru un long chemin à cet égard ces dernières années, mais il reste encore beaucoup à faire. Le gouvernement doit fixer

des objectifs clairs dans la transition vers le numérique, dont la principale importance est l'amélioration et la rationalisation des services pour tous les citoyens, la disponibilité de services qui permettront d'économiser des ressources et un temps précieux pour ceux qui en ont besoin, la suppression des obstacles bureaucratiques et, par conséquent, l'emploi des travailleurs de haute technologie et des entreprises israéliennes de haute technologie qui dirigeront le développement.

L' integration des ultra-orthodoxes dans l'économie israélienne

Les enfants et les jeunes adultes ultra-orthodoxes font partie de la future génération de l'État d'Israël. D'ici 2030, il y aura environ un million de Haredim en Israël d'ici l'âge de 20 ans.

L'économie israélienne a besoin d'eux. Et beaucoup d'entre eux sont intéressés à s'y intégrer, à réussir et à prospérer. Le Parti économique, dirigé par le professeur Yaron Zelika, travaillera à l'intégration de la population ultra-orthodoxe dans l'économie israélienne de la manière suivante :
Apprendre l'anglais – Contrairement à ce que beaucoup pensent, le principal obstacle à l'intégration des haredim dans la société n'est pas l'étude des mathématiques et des sciences, mais l'étude de l'anglais. Beaucoup de Haredim ne connaissent pas du tout l'anglais. Cela les empêche de s'intégrer dans l'économie moderne, ce qui nécessite également un contact avec le monde. Étant donné que les enfants ultra-orthodoxes sont rarement exposés aux films, à la télévision étrangère, aux vidéos YouTube, etc., ils sont rarement exposés à l'anglais. Nous agissons rapidement pour établir dans chaque ville haredi des écoles du soir pour les études d'anglais, pour les enfants et les jeunes et pour les femmes et les hommes (en ségrégation) - c'est la première étape nécessaire à une intégration réussie dans l'économie et la société à l'avenir.

Compétences technologiques – Nous établirons des centres pour transmettre les compétences de base nécessaires à l'intégration dans le monde global et numérique.

Éducation d'État-Haredi – Nous encouragerons la création d'écoles publiques ultra-orthodoxes pour garçons et filles en coopération avec le ministère de l'Éducation et les autorités locales. Parmi le public ultra-orthodoxe, il y a une grande demande pour une telle éducation. Les politiciens ultra-orthodoxes retardent cette réforme depuis des années, craignant de perdre le contrôle de leur public. Les politiciens laïcs coopèrent avec eux – de peur de perdre le soutien des politiciens ultra-

orthodoxes. Nous allons promouvoir l'éducation ultra-orthodoxe-étatique, parce que c'est une étape qui profitera à l'ensemble du public ultra-orthodoxe et laïc et permettra l'intégration des ultra-orthodoxes dans l'économie israélienne.

Fixer un quota mensuel d'heures que les jeunes adultes ultra-orthodoxes âgés de 18 à 22 ans devront contribuer à la communauté en échange d'un bon d'études à l'académie de leur choix, tout en les dirigeant vers des professions préférées, dans le but de faciliter leur intégration dans l'économie et la société.

Nous ferons la promotion des programmes d'études dans le cadre des séminaires pour filles, en collaboration avec les collèges et les universités.

Augmenter les taux d'emplois Haredim, élargir les filières de la fonction publique nationale et de la fonction publique, augmenter le nombre de Haredim étudiant des diplômes professionnels et universitaires, récompenser et encourager les institutions Haredi qui enseignent le programme de base.

Parce qu'il est possible et nécessaire de vivre ici différemment

CV Du Prof. YARON ZELIKHA

Prof. Yaron Zelika CPA – CV

Date de naissance: 20.7.1970

Ville de résidence : Ramat Gan

État civil : Marié + 3

Service militaire

1988-1991 Département de recherche de la Direction du renseignement

1993 nommé pour le Prix du chef du renseignement militaire pour la pensée créative

Etudes

2018-2021 M.A. en psychologie sociale, Université ouverte d'Israël

2011-2017 B.A. (laude) en psychologie, Université ouverte d'Israël

1996-2001 Doctorat en économie (piste directe), Université Bar-Ilan

1991-1994 B.A. (laude) en économie et comptabilité, Université Bar-Ilan

Expérience académique

2018 - Président de l'Institut de recherche économique et sociale, La Nouvelle Histadrout

2016 – Président du Conseil académique suprême, Ono Academic College

2011-2016 Doyen de la Faculté d'administration des affaires, Ono Academic College

2010 Professeur agrégé, Ono Academic College

2009-2011 Responsable du programme de MBA, Ono Academic College

2009-2011 Chargé de cours auxiliaire dans le cadre de la maîtrise en politique publique, Université de Tel

Aviv

2006-2008 Chargé de cours auxiliaire dans le cadre du LL.M., Université hébraïque de Jérusalem

2006-2010 Maître de conférences, Faculté d'administration des affaires, Ono Academic College

1998 - Responsable de la spécialisation en comptabilité à la Faculté d'administration des affaires, Ono Academic College

1995-1998 Chargé de cours en comptabilité, Au Collège de gestion de Tel Aviv et à l'Ono Academic College

1994-1996 Chargé de cours en comptabilité et finance, Ramat Gan College

Prix et distinctions

2014 Knight Award pour lutter contre la criminalité et la corruption du Mouvement de lutte contre le crime et la corruption en Israël

2009 Partenariat dans l'innovation financière de Roads World sur le lancement du modèle financier

Vers la section 18 de l'autoroute trans-israélienne

Prix gouvernemental Knight of Quality 2009

2008 Prix spécial de l'Association des chambres de commerce en Israël

Émission mondiale de l'année 2007 (catégorie d'émission liée au Forex)

2007 Prix exemplaire du mouvement Courage pour la bonne gouvernance

2006 Prix spécial de l'Institute of Certified Public Accountants en Israël

2006 Prix d'excellence informatique en Israël

2005 Prix d'excellence en informatique en Israël

2004 Prix du meilleur directeur financier en Israël

Prix du jubilé du Premier ministre 1999

1998 Prix du Comité des bourses et des prix pour les réalisations dans le cadre des études doctorales

1994 Médaille annuelle d'excellence de l'Institut des experts-comptables agréés en Israël

1994 Diplômé avec mention d'un baccalauréat en économie et comptabilité

1993 Avec mention du doyen en études de premier cycle en économie et comptabilité

1992 Avec mention très bien en études de premier cycle en économie et comptabilité

Expérience professionnelle

2008 - PDG et fondateur d'une société d'initiation d'investissement et de conseil financier et économique Zelika Investments and Financial Support Ltd. est engagée dans le lancement d'investissements, la fourniture de services de gestion, la fourniture d'avis aux tribunaux, les médiations et les arbitrages, ainsi que le conseil et la formation dans divers domaines, y compris financier, économique, comptable et réglementaire pour diverses entités de l'économie israélienne.

2003-2007 Comptable général de l'État d'Israël

Dans le cadre de ce rôle, préparer la stratégie macroéconomique dans le plan économique de mars 2003, mettre en œuvre des réformes globales dans l'exécution du budget de l'État, dans la gestion des actifs de l'État, dans les marchés publics, dans les appels d'offres publics, dans la gestion des flux de trésorerie du gouvernement et de la dette nationale, dans les contrôles internes des caisses publiques, ainsi que la responsabilité de la privatisation des banques Leumi et Discount, pour les grands projets d'infrastructure, pour l'assurance gouvernementale, pour la fourniture et la gestion des garanties de l'État, et plus encore.

2002-2003 Vice-président principal des finances et du développement des affaires chez Derech Eretz

Hayways, propriétaire de la concession pour la construction de l'autoroute trans-israélienne, le plus grand projet d'infrastructure en Israël et son exploitation en tant que première route à péage du pays.

Dans le cadre du rôle, la responsabilité du budget et des états financiers de l'entreprise, la gestion et le contrôle des risques, la gestion des réserves financières, la supervision financière et le contrôle des activités des sous-traitants, la mobilisation de capitaux, le contrôle des prêts, les appels d'offres et les contrats, les réclamations, les assurances, ainsi que les nouvelles entreprises et les partenariats commerciaux (communications, stations-service, zones commerciales, etc.).

2000-2002 Directeur financier et développement des affaires chez Tevel Telecom, la société de communication de la société de câblodistribution fusionnée

Dans ce cadre, la responsabilité des plans d'affaires et stratégiques de l'entreprise, des plans de mobilisation de capitaux et d'investissement, des plans de développement des affaires, y compris avec les fournisseurs de

contenu et de technologie, des négociations avec d'autres opérateurs de communications et de toutes les questions réglementaires.

1998-2000 Responsable de la division Business Planning and Strategy de la société de communications cellulaires Partner ORANGE et membre senior de l'équipe fondatrice de l'entreprise

Dans ce cadre, responsabilité de l'analyse de l'environnement commercial et marketing de la société, parmi les principaux responsables de l'introduction en bourse de la société sur le marché des capitaux américain en octobre 1999, des plans de développement des affaires et du plan stratégique pluriannuel, formulation stratégique

La société, en préparation de l'ouverture du marché des communications locales à la concurrence, y compris l'examen du projet d'établissement d'un système national de communication utilisant la technologie LMDS et l'entrée dans les domaines du contenu et des FAI, est l'un des principaux membres du forum de marketing, dans lequel la société a initié l'entrée sur le marché PREPAID et a initié la réforme visant à éliminer l'asymétrie dans le paiement des appels entrants vers les réseaux cellulaires.

1996-1998 Directeur du Département économique du Cabinet du Premier Ministre

Dans ce cadre, il incombe de créer une division économique professionnelle au sein du Cabinet du Premier Ministre, qui est chargée de fournir des conseils économiques continus au Premier Ministre et au Directeur général de son ministère, de formuler la politique du Ministère sur les questions fiscales et monétaires (en particulier les budgets de l'État et les réformes des marchés des changes et des capitaux), les changements structurels de l'économie de l'État et les responsables de la politique de privatisation des entreprises publiques et d'encourager les investissements étrangers.

1994-1996 Directeur du département économique professionnel du cabinet d'avocats et CPA Shlomo Nes, dans le cadre de la spécialisation comptable. Le département s'occupait de conseils économiques, d'évaluations, d'enquêtes économiques et comptables, de mises sous séquestre, de liquidations et d'arbitrages.

Membres des conseils d'administration

2015-2016 Vice-président du conseil d'administration de Mega Retail

2013 – Vice-président du conseil d'administration de l'hôtel Hod Hamidbar

2012 – Président de l'Aviation and Tourism Corporation (TUT), partenaire d'Arkia

2009-2010 Président du Fonds de crédit israélien

2005-2006 Président de M.Y. Properties Company

2003-2006 Président de la compagnie d'assurance Inbal

2003-2007 Membre du Conseil d'administration de l'EAPC

2002-2003 Membre du conseil d'administration de Oil Refineries

Comités et organismes publics

Président du Comité pour la réforme des prestations d'invalidité (2017)

Membre du Comité des examens du Conseil de l'APC (2013-2016)

Président du Comité chargé d'examiner la structure de gestion du football israélien (2012)

Président du Comité Ono pour la construction d'outils de gestion modernes dans la fonction publique (2011)

Membre du Comité consultatif du Département du contrôle bancaire (2004-2007)

Président du Comité pour l'accroissement de la compétitivité dans l'industrie automobile (2011-2012)

Président du Comité pour l'accroissement de la compétitivité bancaire dans le secteur de détail par l'intermédiaire de la Banque postale (2005-2007)

Président du Comité pour l'élimination des défaillances du marché dans l'industrie des cartes de crédit (2005-2007)

Membre du Comité économique du Bureau de coordination des organisations économiques (1999-2003)

Centre du Comité de privatisation d'El Al (1997)

Centre du Comité pour la privatisation du logement social (1998)

Membre de la Public Broadcasting Regulation Administration (1997-1998)

Membre adjoint du Comité de cire – Brodet – Leon pour l'ouverture du marché israélien des communications à la concurrence (1996)

Membre de la Commission publique pour le gouvernement Disponible au nom de la Commission des TIC et de l'information de la Knesset (1997)

Membre du Comité pour la réforme des transports publics (1997-1998)

Président du Comité d'examen du projet Shaare Zedek de l'Autorité israélienne de radiodiffusion (1997)

Membre du Comité des PDG pour les affaires économiques internationales (1996-1998)

Membre du Comité d'examen de la politique en matière de logement et d'aide hypothécaire (1998-1999)

Membre du Comité pour l'avancement de la productivité du travail dans l'économie (1997)

Membre du Conseil des zones de production pour le libre-échange (1997-1998)

Membre du Comité pour la réforme des exportations agricoles (1997)

Membre du Bureau de l'efficacité du secteur public (1997-1998)

Représentant du Cabinet du Premier Ministre aux Conférences économiques du Moyen-Orient au Caire (1996) et à Doha (1997)

Représentant du Cabinet du Premier Ministre aux comités directeurs de la Conférence du Jubilé et de la Conférence internationale des analystes (1998)

Membre de l'Institut international pour la politique antiterroriste au Centre interdisciplinaire de Herzliya (2002-2003)

Activités bénévoles

2008-2009 Président du Centre arabo-israélien pour la technologie et la haute technologie

L'un des initiateurs du premier projet social de ce type en Israël qui tente d'intégrer le secteur arabe dans l'industrie israélienne de haute technologie, en menant des programmes de formation pour les universitaires arabes dans les domaines de l'ingénierie et des sciences en coopération avec les plus grandes entreprises de haute technologie en Israël.

Publications

Participation à des films et des séries télévisées

The Shakshuka Method, 2008, lauréat du prix Ophir du meilleur documentaire, ainsi que du meilleur documentaire et du prix de débriefing aux Documentary Film Awards 2009.

Silver Platter (Magash akeseef), 2015, lauréat de l'Oscar du cinéma israélien dans la catégorie meilleure série documentaire

Livres

Zelika, Y., « The Black Guardia », 2008, Kinneret, Zamora - Bitan - Éditeurs.

Zelika, Y., « Uncertainty, Expectations and Macroeconomic Policy in Israel », 2009, Ono Academic College et Squid Publishing.

Zelika, Y., « A Change in Consumption Habits » – A Guide to Economic Efficiency and Social Justice in Israel, 2011, Ono Academic College and the United Kibbutz.

La macroéconomie de la corruption, Ono Academic College.

Les 400 cils et autres films: sur le leadership, les valeurs, l'éthique et l'esthétique dans le cinéma du XXe siècle 2015, le collège académique Ono et le kibboutz uni.

Schiffman, D., Young, W. and Y. Zelekha, The Role of Economic Advisors in Israel's Economic Policy: Crises, Reform and Stabilization, 2018, Springer.